



Davos : les pays en développement face à la crise européenne

La station alpine de Davos, en Suisse, a accueilli la 42^{ème} édition du Forum économique mondial (WEF) du 25 au 29 janvier. Sous le thème « *La grande transformation, façonner de nouveaux modèles* », le forum a accueilli 1600 chefs d'entreprises, une quarantaine de chefs d'Etats et plus de 80 ministres. Dominée par la question de la crise économique mondiale, la rencontre s'est particulièrement intéressée à la situation européenne, continent le plus touché par la récession. Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a estimé que « *ce n'est pas seulement une crise de la zone euro, c'est une crise qui peut avoir des effets collatéraux dans le monde entier* » et a ajouté que « *le moment est venu, la pression s'est considérablement renforcée pour qu'une solution soit trouvée* ». Le directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy, estime « *que la croissance en Europe va être faible au cours des cinq prochaines années et la question essentielle est de savoir si ce sera seulement pendant cinq ans ou dix ans* ». Face à cette situation, de nombreux représentants des pays en développement ont exprimé leurs inquiétudes quant aux conséquences de la crise européenne sur leur croissance. Pour Mahammad Yunus, prix Nobel de la paix et initiateur bangladais du micro-crédit, « *le Bangladesh dépend des exportations. Et quand vous n'achetez plus nos T-Shirts, nous n'avons plus d'emplois et les entreprises ferment* ». Les représentants des pays africains ont également souligné les incidences possibles des difficultés européennes sur leurs débouchés commerciaux, tout en se félicitant des perspectives de croissance de 6% d'ici deux ans sur leur continent annoncées par la Banque Mondiale. « *Nous pensons être là où l'Inde était au début des années 1990. Nous avons à peu près la même taille de population* », a déclaré le premier ministre éthiopien, Mèlès Zinaw. Durant la conférence, la ministre nigériane de l'économie, Ngozi Okonjo Iweala, a considéré que « *l'Afrique est capable de se nourrir seule* » et a insisté sur l'importance d'améliorer les filières de production agro-alimentaires pour diminuer les pertes.

En marge du sommet, une mini-réunion ministérielle informelle de l'OMC s'est tenue le samedi 28 janvier en présence de 17 ministres et de Pascal Lamy. A l'issue de cette rencontre, les ministres du commerce indien, chinois et brésilien ont indiqué leur déception concernant le blocage des négociations et ont estimé que la poursuite des pourparlers du cycle de Doha était primordiale pour limiter les tentations protectionnistes. Ils ont également critiqué les impacts des distorsions commerciales provoquées par les droits de douanes et les subventions agricoles des pays développés, estimant qu'ils compromettent les perspectives des pays en développement.

Forum social mondial à Porto Alegre

Parallèlement au forum de Davos, le Forum social mondial (FSM) s'est tenu du 24 au 29 janvier à Porto Alegre au Brésil, où il avait été lancé il y a douze ans. Rassemblant 60 000 représentants de mouvements altermondialistes, cette édition s'est présentée comme un forum thématique permettant de débattre de la « *crise capitaliste* » et de la « *justice sociale et environnementale* ». La rencontre avait pour objectif de préparer le Sommet des peuples qui sera organisé par les mouvements sociaux en juin au Brésil, parallèlement à la Conférence de l'ONU sur le développement durable (Rio +20). Le Forum a accueilli Dilma Rousseff, présidente du Brésil, qui avait choisi de se rendre au FSM plutôt qu'au Forum économique mondial de Davos. Elle a souhaité une participation importante de la société civile lors de Rio +20 et a expliqué que « *dans mon gouvernement, quand nous parlons de développement durable, cela signifie croissance accélérée de notre économie, pour pouvoir distribuer de la richesse* ». M. José Graziano da Silva, directeur de l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), est également intervenu lors du forum en mettant en avant l'engagement de son organisation en faveur des mouvements collectifs. Rappelant que 2012 a été déclaré année internationale des coopératives par l'ONU, il a affirmé que « *la Fao s'engage à mettre en avant et à partager les preuves de l'impact des coopératives et des organisations de producteurs sur la sécurité alimentaire dans le monde* ».

Dissensions au sein de l'Union Africaine

A l'occasion du 18^{ème} sommet des chefs d'Etat de l'Union Africaine, les 29 et 30 janvier à Addis Abeba, l'organisation n'est pas parvenue à élire un nouveau président de la Commission. Alors que Thomas Boni Yayi, le président béninois, a été désigné président de l'Union, les pays membres n'ont pas réussi à départager le Gabonais Jean Ping et l'actuelle ministre de l'intérieur sud-africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma pour prendre la tête de la Commission de l'Union, après une élection à quatre tours. M. Ping a donc été reconduit à la présidence de cet organe clé de l'Union jusqu'à l'organisation de prochaines élections, en juin. Ce blocage traduit de fortes dissensions entre les visions politiques de l'Afrique anglophone et francophone, occidentale et australe.

Sources : AFP, Reuters, RFI, Le Monde, Les Echos, FAO, FSM.